



PARTAGER NOS CONNAISSANCES

POUR MIEUX AGIR:

UN FORUM

D'ÉCHANGES

EN LIGNE

SUR LES ENJEUX

DE L'ÉGALITÉ

DES SEXES DANS

LES VILLES

par
ANNE MICHAUD

MONTRÉAL
JUILLET 2007

Femmes et villes international

465, rue Saint-Jean, bureau 803
Montréal, Québec, H2Y 2R6

Téléphone : 514-861-6123

Télécopieur : 514-288-8763

Courriel : info@femmesetvilles.org

Site Internet : www.femmesetvilles.org ou www.womenincities.org

Rédaction : Anne Michaud

Experte-conseil

annemichaud@sympatico.ca

Graphisme et impression : Valna Inc.

Ce document est accessible en ligne au www.femmesetvilles.org

The English version is available on line at www.womenincities.org

Una versión en español de esta publicación está disponible en línea : www.muheresy ciudades.org

TRADUCTION (aide financière)....

Introduction

En juin 2006 s'est déroulé à Vancouver le troisième Forum urbain mondial (FUM III), sous l'égide des Nations unies (ONU-Habitat). Les réseaux internationaux de groupes de femmes se sont mobilisés à cette occasion pour mettre en lumière les questions liées à l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelon des villes et la nécessité de la prise en compte de la dimension du genre dans les politiques locales et la gestions des pouvoirs locaux.

C'est dans ce contexte que Femmes et villes international (FEV) a planifié et organisé la tenue de quatre ateliers de réseautage et assuré la participation de femmes en provenance des cinq continents pour enrichir les échanges sur les politiques et les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs liés à l'égalité des sexes dans la gouvernance locale. Ces activités ont été réalisées grâce au soutien financier du gouvernement canadien qui avait mandaté Femmes et villes international pour assurer la présence des groupes de femmes à l'occasion de cet événement d'envergure internationale.

Le texte qui suit représente la synthèse des échanges en ligne qui se sont déroulés au cours des mois de mai et juin 2006, sur un site spécialement créé pour favoriser le partage d'information entre les participantes au Forum urbain mondial et d'autres représentantes de groupes de femmes ne pouvant se déplacer pour le FUM III mais souhaitant apporter leur contribution au débat sur les principales questions abordées lors des événements de réseautage. Il contient aussi des informations liées à l'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'ensemble de ce projet-pilote et des informations plus techniques pouvant être utiles pour qui voudrait avoir recours à un tel outil visant à faciliter un processus d'échanges en ligne entre des personnes provenant de divers pays. L'un des principaux défis était d'ailleurs lié au développement du site en trois langues (français, anglais et espagnol).

Les thèmes abordés au cours des quatre semaines d'échanges en ligne ont été les suivants :

1. Développer un modèle : partenariats pour l'égalité dans les grandes villes ;
2. Des partenariats durables pour la sécurité des femmes ;
3. Intégration de l'approche de genre à la gouvernance locale ;
4. Réseaux de connaissance pour la santé et la sécurité des femmes.

La présente synthèse des contenus des contributions des participantes met en lumière un certain nombre de constats qui représentent les conditions nécessaires à mettre en place pour assurer l'avancement de l'objectif de l'égalité des sexes dans la gestion locale :

1. L'importance du rôle des instances supra locales pour inciter les pouvoirs locaux à agir (instances régionales, nationales, internationales)
2. L'adoption de politiques locales d'égalité entre les femmes et les hommes par les villes
3. La Création de bureaux « Femmes » ou « de l'égalité » dans la structure municipale. (accompagnées des ressources humaines et des budgets appropriés aux objectifs fixés)
4. Le développement de méthodes et d'outils d'intégration de l'approche de genre dans la gestion municipale
5. L'importance du partenariat entre les groupes de femmes et les municipalités
6. Le soutien et la reconnaissance de l'autonomie des groupes de femmes
7. Le rôle clé de la participation citoyenne et en particulier celle des femmes aux processus décisionnels des pouvoirs locaux (consultations publiques, budgets participatifs)
8. La nécessité de travailler à l'amélioration de la sécurité des femmes
9. L'importance du développement des échanges de bonnes pratiques et de la diffusion de l'information sur les conférences, séminaires, publications et recherches, à l'échelle internationale

Nous souhaitons que cette information vous sera utile pour la poursuite des activités reliées à l'égalité des sexes dans votre collectivité ainsi qu'au développement des échanges dans ce domaine crucial pour l'atteinte de la qualité de vie pour toutes et tous dans les villes du 21 siècle. Nous vous invitons à consulter le site du Forum d'échanges pour prendre connaissance plus en détail des contributions des participantes (www.femmesetvilles.org/networks), ainsi que le site de Femmes et villes international pour obtenir plus d'information sur l'ensemble de nos réalisations (www.femmesetvilles.org).

Les objectifs

Le site www.femmesetvilles.org/networks a donc été conçu pour amorcer les échanges prévus dans le cadre des quatre sessions de réseautage sous le thème « Pour des villes à la mesure des femmes: des partenariats durables pour la sécurité et la santé des femmes ». Ces échanges ont porté sur l'état actuel des pratiques de partenariat en matière de sécurité des femmes et d'intégration de l'approche de genre à la gestion des villes.

Le site a aussi servi à recueillir et diffuser l'information concernant le FUM III, les partenaires de Femmes et villes international impliqués dans la réalisation d'activités liées à la participation et la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes, le programme des activités et les contributions des participantes invitées à titre d'intervenantes dans les quatre sessions de réseautage.

Inspiré du Habitat Jam, le forum en ligne visait à amorcer les échanges entre les participantes des sessions de Vancouver et avec d'autres participantes concernées par les thèmes soulevés, dans le but de consolider les échanges internationaux dans ce domaine pour de futures actions. Plusieurs participantes au forum ont adhéré à *Femmes et villes international* à la suite de leur participation à ces échanges.

Une initiative pilote

L'ensemble du site a été développé grâce à des logiciels « libres » et l'utilisation de nouvelles technologies plus conviviales de type WIKI permettant aux personnes autorisées de faire des modifications en direct dans les textes publiés. Toutefois la publication des textes de références en trois langues (français, anglais, espagnol) a limité le plein usage de cette fonction qui reste cependant très intéressante pour travailler des textes en groupe dans une même langue.

Le contenu du site a été conçu et développé par Anne Michaud, experte-conseil, avec le soutien technologique de Fabian Rodriguez, consultant en logiciels libres, et le soutien technique de Josée Laplace. Des membres du conseil d'administration de l'organisme ont aussi apporté leur

contribution durant les phases de test et ont agi comme modératrices durant les quatre semaines d'échanges. L'organisme CISCA (Argentine) a fourni gracieusement les services de traduction des textes du site en espagnol; il a aussi assumé la modération des participantes hispanophones pendant la durée du forum, en collaboration avec d'autres partenaires des pays participant au programme des « villes plus sûres pour les femmes = villes plus sûres pour tous ». Il est à noter que la participation provenant de divers pays d'Amérique latine a de loin été la plus importante, ce qui avait déjà été noté dans les suites du Habitat Jam. Les participantes hispanophones ont aussi utilisé le forum pour échanger des contacts en vue de futures collaborations.

Les problèmes rencontrés et les solutions apportées

Le principal problème nécessitant le recours de l'aide technique offerte aux participantes était lié aux modalités d'inscription et au mot de passe, ce qui a été résolu dans tous les cas soumis au consultant. Le second problème est survenu lorsque des contributrices rédigeaient directement de longs messages dans les formulaires, ce qui déconnectait l'accès au site au bout d'un certain temps, provoquant la perte de certaines contributions. Ce problème a aussi été corrigé lorsque diagnostiqué et la suggestion de mettre des fichiers joints pour les longs textes a été ajoutée au site et suivie par certaines participantes.

Le site et le forum ont dépassé l'objectif fixé pour l'ensemble de l'opération (il était au départ d'une trentaine de participantes). Le consultant technologique recommande donc d'utiliser le site *femmesetvillesnetworks* comme un exemple d'application de ces technologies pour les organismes à but non lucratif et les groupes de femmes, afin de promouvoir l'usage de cet outil à des fins d'échange de connaissances et de pratiques, de réseautage et de développement organisationnel.

Les thèmes des forums

Quatre textes présentant chacun des thèmes des ateliers de réseautage ont été rédigés, traduits et publiés sur le site dans les trois langues pour assurer la plus large participation possible. Pour des raisons de faisabilité, les participantes ont été invitées à répondre aux questions dans leur propre langue. Des modératrices ont eu la responsabilité d'animer les échanges dans chacune des langues.

Les textes de présentation de chacun des thèmes contenaient la description des objectifs de la session à Vancouver, les résultats visés, ainsi que les questions auxquelles les participantes étaient invitées à répondre. Les fonctionnalités du site permettaient aussi d'envoyer des pièces jointes avec chaque message. Plusieurs de ces documents ont par la suite été ajoutés dans une section créée pour les documents de référence consultables par les personnes inscrites.

Un communiqué dans les trois langues a été envoyé en avril 2006 dans les divers réseaux de partenaires. Les échanges en ligne ont débuté en mai sur les thèmes suivants :

8 au 12 mai	Développer un modèle : partenariats pour l'égalité dans les grandes villes
15 au 19 mai	Des partenariats durables pour la sécurité des femmes
22 au 26 mai	Intégration de l'approche de genre à la gouvernance locale
29 mai au 2 juin	Réseaux de connaissance pour la santé et la sécurité des femmes

La participation

Grâce à une large diffusion du communiqué, **195** personnes ont procédé à leur inscription pour participer au forum. Femmes et villes international a pu ainsi, entre autres, élargir son réseau de personnes et organismes à rejoindre dans le cadre de futures activités. La provenance des inscriptions couvre 22 pays sur les cinq continents, avec une forte proportion de participantes de l'Amérique latine. Près de **160** contributions ont été enregistrées sur le site et lectrices ou lecteurs ont consulté ces communications à **2 765** reprises (en date du 18-07-06).

La nature des contributions s'est avérée très riche : témoignages des pratiques et réalités locales, textes documentés et précis répondant aux questions liées au partenariat entre groupes de femmes et pouvoirs locaux, statistiques et résultats de recherche, description des structures mises en place dans certaines villes pour l'élaboration de ce que les Latino-Américaines appellent « l'architecture de genre ». L'importance des échanges de connaissances et de pratiques dans ce domaine s'est confirmée. À preuve les nombreuses propositions de poursuite des échanges internationaux permettant de faire des études comparatives entre les villes qui procèdent à l'intégration transversale de l'approche de genre dans leurs politiques générales et orientations sectorielles et qui ont mis en place les structures indispensables pour atteindre cet objectif : bureaux « femmes » ou d'égalité entre les sexes dans la structure municipale, commissions « femmes » composées de la société civile, activités de participation citoyenne (dont les budgets participatifs). Enfin, plusieurs organismes et participantes ont échangé leurs contacts pendant le forum pour communiquer directement.

Malgré la spécificité de chaque thème, les interventions se sont souvent recoupées, confirmant les liens étroits entre les questions reliées à la sécurité et la santé des femmes et les structures et mécanismes devant être mises en place dans les administrations municipales. La synthèse des contributions porte donc sur les quatre thèmes abordés pendant les quatre semaines de mai 2006.

SEMAINE 1 DÉVELOPPER UN MODÈLE : PARTENARIATS POUR L'ÉGALITÉ DANS LES GRANDES VILLES

Vingt communications ont porté sur ce thème pendant la première semaine du forum, engendrant **492** consultations. Dès le départ, les participantes publient des textes généraux, documentés, à partir de leur expérience locale. Les participantes étaient invitées à documenter leurs pratiques en fonction d'un modèle développé dans « Une ville à la mesure des femmes - le rôle des municipalités dans l'égalité entre les femmes et les hommes ».¹

1. Publication de la Fédération canadienne des municipalités, 2004 (disponible en français, anglais et espagnol)

SEMAINE 2**DES PARTENARIATS DURABLES POUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES**

Plus de **80** communications ont été postées sous ce thème qui a été le plus populaire, entraînant **1 280** consultations.

SEMAINE 3**INTÉGRATION DE L'APPROCHE DE GENRE À LA GOUVERNANCE LOCALE**

Ce thème a suscité plus de **20** communications et **602** consultations.

SEMAINE 4**RÉSEAUX DE CONNAISSANCE POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES FEMMES**

38 communications et **91** consultations logent sous ce thème.

FAITS SAILLANTS ET SOMMAIRE DU CONTENU DES ÉCHANGES

Le principal constat est la validation des éléments du modèle proposé dans le thème portant sur les grandes villes. Les participantes ont apporté des précisions additionnelles étoffées d'exemples dans chacun des forums.

1. Rôle des instances supra locales

La *Déclaration mondiale de IULA sur les femmes dans le gouvernement local* a été utilisée dans plusieurs villes pour aider à la prise d'orientations politiques par les élus locaux en matière d'égalité des sexes. Le soutien d'UNIFEM/Amérique latine aux projets femmes et gouvernance locale a été souvent souligné ; les lois nationales pour l'égalité ou contre la violence faite aux femmes (comme celles récemment adoptées en Espagne) sont jugées utiles quand elles sont assorties d'attentes spécifiques envers les municipalités et de ressources adéquates. Le soutien des agences de coopération internationale qui financent des projets de formation des fonctionnaires à l'égalité et à l'approche de genre (Medellin, Colombie) s'avère très utile. Au Chili, on propose la création de fonds nationaux pour subventionner les projets locaux. Plusieurs propositions

portent sur la nécessité de faire des études comparatives entre les villes qui ont mis en place divers mécanismes pour l'égalité et que des organismes internationaux (fondations, associations nationales et internationale des villes, réseaux internationaux, agences des Nations unies, etc.) soutiennent ces projets.

On souligne toutefois le problème posé par le manque de cohérence entre les divers paliers de gouvernement, ce qui nuit à l'efficacité des actions locales (Durban, Afrique du Sud). Les programmes nationaux doivent respecter et soutenir l'action locale.

2. Adoption de politiques locales d'égalité entre les femmes et les hommes

On souligne l'importance du soutien des éluEs locaux à long terme (à travers diverses administrations) par l'adoption d'orientations politiques formelles comme les politiques d'égalité et des plans d'action. En Amérique latine, l'existence des « Plans d'égalité des chances » facilite l'intégration de l'approche de genre dans les divers secteurs d'activités des gouvernements locaux (i.e. Bogota, Colombie). Ces politiques d'égalité doivent être développées en collaboration avec les groupes de femmes ; la création de commissions « Femmes et ville » vise entre autre cet objectif (Lévis, Québec). La question de la violence faite aux femmes et de la sécurité apparaissent prioritaires dans plusieurs villes. Ces politiques doivent s'appliquer aussi à l'échelon des quartiers, comme à Bogota qui a créé des unités de droits des femmes et de transformation des relations de genre dans chacun de ses 20 arrondissements qui intègrent l'approche de genre dans les plans de développement local. La création d'une école itinérante de formation des fonctionnaires, avec l'appui des universités et des ONG spécialisées en matière de droits des femmes et d'intégration de l'approche de genre, découle de l'adoption de la politique. On note toutefois que souvent, les politiques d'égalité ne sont pas assorties des ressources nécessaires ni des mécanismes de suivi et d'évaluation (besoin d'identifier des indicateurs).

3. Création de bureaux « Femmes » ou « de l'égalité » dans la structure municipale

On confirme la nécessité de la mise en place de Bureaux « Femmes » et d'une structure d'intégration transversale du genre dans l'appareil municipal, à l'exemple de « Areas Mujer » dans les villes de Quito, Buenos Aires, Mendoza et Rosario, de MetroMujer à Medellín et de « Mujer y genero » à Bogota qui a aussi mis en place des unités locales et dans les 20 arrondissements. Des bureaux ou observatoires de l'égalité sont créés en France et les adjoints des maires ont la responsabilité de cette question (i.e. Paris, France). On insiste sur l'importance que le plan d'égalité soit fait en partenariat avec les groupes de femmes et la société civile. La question des ressources suffisantes de cette instance est soulevée à plusieurs reprises, ainsi que le positionnement dans la structure pour que celle-ci ait une crédibilité et une influence réelle et non simplement symbolique.

4. Les méthodes et outils d'intégration de l'approche de genre

Le terme « architecture de genre » apparaît dans les contributions (Pérou). Le soutien politique est nécessaire pour mettre en place des nouvelles façons de faire dans l'administration pour intégrer l'approche de genre. L'accès aux données ventilées selon le sexe est à la base de la méthode et des villes votent des résolutions pour intégrer la variable sexe dans toutes les bases de données et documents statistiques de la Ville (Lévis, Québec). On souligne le danger que l'intégration transversale (gender mainstreaming) se traduise par la dilution des questions propres aux femmes au nom de cette intégration. On doit compter avec la tension entre le maintien des politiques et programmes spécifiques aux femmes et les actions d'intégration de l'approche de genre ; le terme « genre » est difficile d'accès en espagnol (tout comme en français). Plusieurs participantes insistent sur la nécessité de choisir des thèmes prioritaires et des résultats démontrables pour

assurer le suivi du plan d'action. Elles souhaitent établir des échanges internationaux sur les méthodes et outils de formation à l'approche de genre, et aussi au renforcement des capacités (empowerment), la sensibilisation, les budgets participatifs, le développement des politiques des villes, les stratégies de sécurité urbaine et la promotion de la participation citoyenne. Tous ces éléments sont considérés comme des composantes essentielles de la méthode. L'objectif est d'assurer l'intégration dans les orientations de la Ville, comme la Ville de Quito (Equateur) qui a adopté un plan de développement social et économique avec intégration du genre.

5. L'importance du partenariat entre groupes de femmes et municipalités

L'importance du partenariat entre les groupes de femmes et les municipalités est largement énoncée. Il s'agit parfois du seul niveau de gouvernement stable (Équateur). Plusieurs « portes d'entrées » sont privilégiées pour collaborer avec l'administration municipale et ainsi rejoindre les femmes et leurs familles. Les principales fonctions municipales identifiées sont :

- les départements de santé publique (incluant les intervenants sociaux et les psychologues). L'éducation aux droits et à la santé sexuelle et reproductive est fondamentale, surtout dans un contexte de recrudescence du VIH (Pérou) ; la violence conjugale est dépistée dans ce cadre et cela permet de faire des liens entre violence privée et insécurité des lieux publics ; l'intervention auprès de ces femmes les informe de leur droits dont celui d'exercer leur citoyenneté (particulièrement auprès des femmes déplacées et immigrées).
- les départements de développement social et économique
- les départements de l'éducation et de la culture et des loisirs
- les plans de sécurité communautaire dans les quartiers ; le service de police
- les budgets participatifs

Dans plusieurs cas, les groupes de femmes ont des « contrats » ou des subventions pour intervenir dans ces divers champs, particulièrement auprès des femmes, de leurs enfants, et des jeunes. L'enjeu principal est le changement des mentalités issues de la culture « androcentrique ». Ce changement passe par la connaissance et l'exercice de ses droits et de sa citoyenneté. L'éducation et la sensibilisation, dans une perspective « d'empowerment » des femmes, sont les avenues envisagées. Il est aussi nécessaire de travailler dans les écoles et les communautés avec une approche holistique de la santé (physique, mentale et psychique) pour soutenir l'accès des femmes à la santé et à la sécurité.

Un des principaux problèmes du partenariat est le manque de ressources financières et humaines des groupes de femmes eux-mêmes, mais aussi de celles nécessaires à la réalisation des activités municipales. Le partenariat est nécessaire mais demande du temps et des ressources surtout pour les petites organisations (Victoria, Australie). Parmi les conditions du partenariat, on note : avoir des buts communs, établir la confiance, s'entendre sur les valeurs et principes qui guident l'action, prendre le temps nécessaire, avoir la contribution de tous, établir une bonne communication, développer des outils de résolution des conflits.

6. Le soutien et la reconnaissance de l'autonomie des groupes de femmes

D'importantes négociations avec le gouvernement local sont nécessaires pour changer la culture « androcentrique » ; celui-ci doit appuyer l'autonomie des groupes de femmes pour que l'approche « de la base au sommet » puisse être mise en place. Cela remet en question les façons traditionnelles de faire. Les exemples de solidarité communautaire initiés par les femmes de quartiers défavorisés (Alto Hospicio, Chili) à la suite de meurtres de jeunes femmes illustrent cette capacité de prise en main de la collectivité locale ; l'action doit rejoindre les centres de mères et de « dames » qui ont une vision plus traditionnelle de la famille ; cette reconnaissance peut prendre la forme

de contrats et subventions ; l'ouverture des fonctionnaires à des nouvelles pratiques est nécessaire. Dans cinq villes en Colombie, la violence et la santé sont les deux priorités dans les plans d'action en égalité des sexes.

7. La participation citoyenne

La participation est identifiée comme l'une des clés de la démocratie locale et l'un des principaux défis est d'assurer la participation des femmes dans les activités de participation citoyenne comme les audiences publiques et les budgets participatifs. Cette participation est limitée à cause de la réalité des femmes, en particulier les femmes immigrantes, déplacées ou sexuellement exploitées et qui subissent diverses formes de violence et d'abus, ou encore, les femmes porteuses du VIH, les femmes chefs de famille monoparentale, les indigènes, les handicapées, etc. Ces situations de vulnérabilité et d'exclusion sont des obstacles centraux à la participation citoyenne et à la sécurité et la santé des femmes (i.e. en Colombie, 70% des personnes déplacées et à risque d'abus et violence sont des femmes et leurs enfants). L'exclusion empêche la confiance et la solidarité nécessaires à la viabilité des communautés et au renforcement des capacités des femmes ; il faut donc réduire les obstacles à la participation de celles-ci en agissant sur les conditions systémiques des diverses formes de discrimination auxquelles les femmes sont exposées (mesures d'actions positives).

8. La sécurité des femmes

Les questions de la sécurité des femmes et de l'accès aux services publics comme le transport en commun doivent être prises en compte grâce à une approche transversale et non marginale de la question de la place des femmes dans la vie quotidienne des villes. On suggère de mettre en place des observatoires urbains sur la violence faite aux femmes. Des projets sont développés en Australie pour élaborer des politiques et des outils de prévention avec quatre villes. On met en place des stratégies éprouvées ailleurs (Montréal, Québec) : campagnes de sensibilisation, application des principes d'aménagement sécuritaire des lieux publics dans les programmes de villes sans violence pour les femmes (Rosario, Argentine). New Delhi adapte aussi les marches exploratoires (Safety Audits) de METRAC (Toronto, Canada) et développe les partenariats locaux. Les groupes de femmes collaborent ici avec les « Area de Mujer » ou avec les programmes de sécurité citoyenne des villes ; des activités de diagnostics locaux sont réalisées et s'appuient sur la solidarité communautaire pour améliorer la situation ; on recommande de formaliser les partenariats (Rosario, Argentine). La formation des policiers est essentielle pour la compréhension de la violence de genre. La mobilisation de la population est un défi, tout comme le partenariat vu comme moyen d'exercer une responsabilité commune. Les activités de prévention, de protection et de réparation sont nécessaires, surtout dans les pays en situation de guerre civile ou de guerre contre le terrorisme. On note le besoin de développer des outils de renforcement des capacités des femmes et d'exercice de la citoyenneté, de création de réseaux et de lieux de « guérison ». Le recours aux arts, à la nature et aux approches alternatives en santé physique et mentale est souligné comme mesure de guérison et de renforcement des capacités des femmes. Le soutien de programmes nationaux et internationaux pour le développement de ces pratiques est à nouveau souligné. On note aussi l'importance du rôle des médias pour sensibiliser la population (i.e. une vaste étude en France sur la violence faite aux femmes a été largement diffusée).

9. Les échanges internationaux des pratiques et perspectives

La pertinence d'échanges portant sur les outils et méthodes d'intervention en matière de sécurité des femmes a été soulignée comme suite au 1^{er} Séminaire international sur la sécurité des femmes (Montréal, 2002). Des guides et outils développés au Québec et au Canada ont été traduits, adaptés, et diffusés dans le cadre d'un programme des villes plus sûres pour les femmes, soutenu par UNIFEM dans divers pays de l'Amérique latine. On suggère la poursuite de ces échanges d'outils de formation et d'intervention. On note le soutien d'un programme de coopération internationale (Allemagne) pour la formation du personnel des municipalités. Plusieurs propositions portent sur l'intérêt à soutenir le développement des politiques locales d'égalité par des démarches comparatives entre des villes « pilotes » comme Rosario (Argentine) et Bogota (Colombie). On souhaite partager les outils d'empowerment, d'action positive, de mobilisation des femmes les plus exclues, etc. On souhaite aussi partager l'information sur les conférences nationales et internationales à venir, les nouvelles publications et les dernières recherches.